

Une fois de plus, le Parti Québécois a accueilli ces propositions par une fin de non-recevoir et une fois de plus, nous nous en sommes aperçus cet après-midi, ce parti de la province de Québec a reçu des membres du parti conservateur à la Chambre la même sympathie.

Avant d'en arriver au cœur du problème, j'aimerais reparler de certaines autres mesures budgétaires annoncées le 10 avril. A mon avis, du point de vue des Canadiens de l'Ouest, ce budget n'annonçait que de bonnes nouvelles. Bien sûr, il ne répondait pas à toutes nos préoccupations ni à toutes nos aspirations, mais pour le Canada de l'Ouest les nouvelles étaient encourageantes.

A cet égard, et contrairement à certaines des citations que le député de Vegreville (M. Mazankowski), qui vient de prendre la parole, a fait consigner au compte rendu, j'aimerais citer un passage de l'éditorial du 12 avril paru dans le *Leader-Post* de Regina concernant le budget fédéral. L'éditorial est assez long et se termine ainsi:

Ce n'était pas un budget pensé à la légère, ou une mesure de façade équivalant à un gambit préélectoral. Le budget dénotait un effort de réalisme en faisant appel au discernement, à l'intelligence et à l'autodiscipline qui devraient être inhérents à tous les Canadiens et dont on espère qu'ils se serviraient.

Presque toutes les principales dispositions budgétaires auront des conséquences positives pour la région dont je viens, les Prairies. Les partis politiques de l'opposition se sont surtout montrés négatifs vis-à-vis du budget. Pourtant, des observateurs indépendants en matière d'économie, tels la Fédération des entreprises indépendantes, qui compte une multitude de membres à travers l'ouest du Canada, et d'autres groupes comme la Chambre de commerce du Canada, l'Association des manufacturiers canadiens, le *Globe and Mail*, le *Financial Post*, le *Star-Phoenix* de Saskatoon, qui est le journal de ma province, et le *Leader-Post* de Regina, dont je viens de citer un extrait, ont tous réagi de manière positive aux propositions contenues dans le budget. Ils ont qualifié le budget de sérieux et de réaliste et paraissent s'attendre qu'il ait un effet stimulant sur l'économie. D'après les dernières statistiques économiques publiées il y a peu de temps, il semble que le budget contribue de plus en plus à relancer l'économie.

Il est clair que les mesures annoncées par le ministre des Finances ne constituent pas en soi un programme complet de redressement instantané de l'économie, et qu'elles ne suffiront pas à venir à bout de tous les défis que le Canada doit relever en matière économique. Elles permettront toutefois de créer les circonstances favorables à l'établissement d'une économie solide et prospère que le gouvernement s'attache à édifier.

Il importe de noter que nous réussissons dans cette tâche beaucoup mieux que la plupart des autres pays industrialisés.

M. Gillies: Sottises.

M. Goodale: Le point saillant du budget, qui a fait l'objet de nombreux débats à la Chambre et à travers le pays, est la tentative pour renforcer le pouvoir d'achat des consommateurs en créant davantage de biens et de services, et pour créer plus d'emplois en réduisant les taxes de vente au détail. Tous les économistes s'accordent à dire que c'est à ce niveau que les réductions se révèlent les plus efficaces, parce qu'elles ont une conséquence directe, immédiate et concrète sur le prix de vente des marchandises au détail. Étant donné que ces taxes sont

Impôt sur le revenu—Loi

imposées essentiellement par les provinces, il est évident qu'il fallait en arriver à un entente fiscale unique en son genre entre les autorités fédérales et provinciales pour rendre les réductions possibles. L'entente, si l'on parvient à la conclure, représentera pour le consommateur canadien une épargne importante, estimée à plus d'un milliard de dollars pour les six ou neuf prochains mois.

J'aimerais mentionner d'autres commentaires locaux qu'a provoqués cette mesure. Si les députés veulent savoir ce que cette proposition signifiera pour une importante circonscription rurale comme la sienne dans l'Ouest et pour des localités comme Weyburn et Estevan dans le sud-est de ma circonscription, je les renvoie à un journal publié dans ma circonscription, le *Review* de Weyburn. Il n'y a pas longtemps, dans l'édition du 27 avril, le journal a fait un sondage pour savoir comment des hommes d'affaires de cet endroit réagissaient à la proposition concernant la taxe de vente. Les résultats ont été publiés sous le titre «La réduction de la taxe de vente encourage des achats importants» et le sous-titre «Réaction positive dans l'ensemble».

L'enquête effectuée par ce journal auprès des hommes d'affaires de la région de Weyburn a révélé une réaction générale positive. La Chambre de commerce de cet endroit, comme le mentionne l'article, signale que cette mesure du budget pourrait à elle seule faire économiser une demi-million de dollars ou plus aux consommateurs de cette seule localité. Quand on extrapole ces chiffres pour une circonscription comme Assiniboia et qu'on inclut d'autres localités de la Saskatchewan et du Canada, l'ampleur de l'économie des consommateurs et l'importance de cette mesure deviennent évidentes.

En dehors des répercussions économiques, la proposition de réduire les taxes de vente est importante pour au moins deux autres raisons. Premièrement, elle démontre que les conférences fédérales-provinciales comme celle qui a eu lieu plus tôt cette année—elles ont commencé l'automne dernier et se sont poursuivies pendant l'hiver et le début du printemps, mais je veux parler de celle qui a eu lieu en février et des autres qui l'ont précédée—peuvent en fait travailler à l'avantage des Canadiens.

Deuxièmement, je pense que la mesure démontre encore une fois qu'il est important à notre époque d'avoir à Ottawa le genre de gouvernement national résolu qu'il faut pour réussir à mater la menace séparatiste au pays.

● (1502)

Après les dispositions concernant la taxe de vente, les autres dispositions importantes du budget concernent une nouvelle série de stimulants fiscaux destinés à relancer l'entreprise privée sans que le gouvernement ait à intervenir davantage. Les divers domaines visés comportent d'abord l'exploitation de ressources énergétiques, chose dont il a été question cet après-midi. Si les mesures prévues au budget ne représentent pas la solution définitive à nos besoins en matière de recherches énergétiques, elles sont une stimulation appréciable, surtout en ce qui concerne l'exploitation des réserves de pétrole lourd dans l'Ouest du Canada.